

Section 1 : Mise à jour du Contexte

La **Province du Nord-Kivu** demeure agitée par la présence et l'activisme des groupes armés, mais également par des diverses opérations militaires en cours. Celles-ci ont été étendues à de nouvelles localités, notamment dans le territoire de Masisi où 451 ménages de 1,804 personnes ont été déguerpis par le propriétaire de la concession Kome, par l'entremise de la Police Nationale.

Dans le territoire de Bwito, du fait de l'accalmie observée, des postes de contrôle érigés par les Forces Armées de la RDC (FARDC) n'étaient pas observés durant ce mois. Mais les milices continuent d'entretenir leurs points de contrôles où sont commis de nombreuses violations de droits humains, comme les extorsions de biens.

A cause des opérations militaires, les civils ne sont pas autorisés à accéder régulièrement à leurs champs pour la récolte. Les familles de militaires, bien que n'ayant aucune plantation dans la zone, vendent de la production cacaoyère de la population. Ceci entraîne une montée de la tension entre les civils et les militaires. Une telle situation risque de conduire à des soulèvements des populations qui pourraient faire l'objet de représailles de la part des militaires. Afin de minimiser ce risque, l'information sur la vente des produits agricoles par des militaires devrait être portée à la connaissance de la hiérarchie militaire.

Dans le territoire de Lubero, un centre de santé a été attaqué par des hommes armés inconnus le 29 octobre 2019 à cause de ses activités de la lutte contre la maladie à virus Ebola. Le centre a été incendié, le personnel de garde enlevé, puis libéré le même jour.

Les enlèvements, individuels ou de groupes, se poursuivent dans le territoire de Rutshuru sans qu'un début de réponse n'ait été avancé par les autorités en vue d'endiguer ce phénomène ou même d'appréhender quelques auteurs.

Dans la **Province d'Ituri**, le contexte sécuritaire durant le mois d'octobre 2019 est resté complexe et volatile du fait des hostilités des hommes armés et des opérations militaires en cours en vue de les neutraliser. Cette province est encore sous le joug de plusieurs groupes et des hommes armés appelés sous le nom des assaillants principalement dans le territoire de Djugu, celui de Mahagi et de Mambasa.

Une accalmie relative, non significative d'une amélioration de la situation de protection des civils, a été observée dans le territoire de Djugu. Cette accalmie résulte d'une part de la multiplication des patrouilles par les FARDC et d'autre part, l'impact des sensibilisations sur la paix menées par les leaders communautaires et autorités étatiques avec l'appui de la MONUSCO. Depuis le 2 octobre 2019, une délégation composée de l'administrateur du territoire et son équipe, la MONUSCO ainsi que les autorités locales du secteur de Walendu Pitsi ont entamé une série des rencontres sur la paix dans la localité de Kpandroma, où un climat de méfiance était observé entre les civils et les FARDC. Les militaires des FARDC suspectaient certains civils d'être en connivence avec les hommes armés non identifiés. Par conséquent, certains éléments des FARDC commettaient des exactions à l'encontre des civils (incendies des cases, arrestations arbitraires, etc.). Il faut noter que le retour de plus de 5,000 ménages dans le secteur de Walendu Pitsi est la conséquence positive desdites séances de travail qui se sont poursuivies du 14 au 18 octobre 2019 dans d'autres chefferies de Djugu.

En dépit de cette accalmie, des hommes armés non identifiés, dispersés, continuent de circuler dans certaines localités isolées du territoire de Djugu. Il s'agit de Kpatsi, Goli, Godya situées entre 30 et 40 kms au nord-ouest de Tchomia en Secteur de Walendu Tati et Mbepelle située à environ douze km à l'ouest de Largu). En début de mois d'octobre 2019, un regroupement d'hommes armés a aussi été signalé dans le groupement Penyi. Cette présence d'hommes armés le long du Lac Albert a limité les mouvements des habitants dans ces localités et ils n'ont pas pu mener leurs activités champêtres et de pêche. La zone littorale ne dispose pas d'un effectif important des éléments de la sécurité nationale pour protéger les civils. Le peu d'éléments de la sécurité sur place, ne dispose pas des moyens logistiques adéquats pour riposter et poursuivre les assaillants sur le Lac Albert. Cela expose les civils aux différents risques de protection emmenant des hommes armés.

Pour le territoire d'Irumu, une recrudescence des hostilités entre hommes armés, qui touche aussi aux civils a été enregistrée. La poursuite des exactions attribuées aux présumés miliciens de la Force de Résistance Patriotique de

l'Ituri (FRPI) dans ce territoire a engendré d'énormes frustrations de civils et de militaires. En guise de manifestation de frustration, 2 éléments de la FRPI auraient été pris par la population avant d'être relâchés suite à une bombe que l'un des éléments a jetée. Cette bombe a blessé deux personnes qui ont été conduite à l'hôpital général de référence pour soins. A cela, s'est ajouté le passage des présumés rebelles Ougandais du groupe Allied Democratic Forces (ADF) et des Mai-Mai dans certaines localités de l'axe Komanda-Luna. Ces groupes profitent de la faible présence des forces de sécurité pour violer les droits des populations vivant sur l'axe principal de la route nationale numéro 4, mais aussi de celles vivant dans des villages périphériques comme Mugulu-mugulu¹, Pikamaibo, Mayalibo et Mutueyi². Dans la soirée du 23 octobre 2019, les civils dans la localité Byane³ ont capturé deux présumés éléments du groupe ADF pour les pillages commis par ce groupe. L'un d'entre eux a réussi à prendre la fuite, lançant une grenade qui a fait deux blessés dans la foule.

Section 2 : Mouvements de population

Nord Kivu

Trois principaux mouvements de populations ont été observés durant le mois d'octobre. Au total, 1,098 familles de 6,701 personnes ont été déplacées dans le Nord-Kivu: dans le groupement de Bukombo (Rutshuru), ce sont 635 familles de 3,464 personnes, dans le territoire de Masisi, 249 familles de 1,370 personnes et dans le groupement de Luberkie (Walikale), ce sont 214 familles de 1,867 personnes.

Ituri

Deux mouvements de populations ont été enregistrés durant le mois d'octobre 2019. Il s'agit d'un mouvement de 12,790 (2,558 ménages) en secteur de Walendu Pitsi qui sont répartis dans 14 villages/groupements Dhendo, territoire de Djugu causé par des opérations militaires, les incursions des assaillants et les menaces d'attaques contre les civils. Le second mouvement a porté sur 315 nouveaux ménages des rapatriés spontanés en provenance de l'Ouganda s'étant installés dans les territoires de Mahagi et de Djugu.

Analyse de risques

Dans la **Province du Nord-Kivu**, 832 incidents de protection ont été documentés par le monitoring de protection (UNHCR/INTERSOS), dont 198 extorsions de biens, 155 pillages, 115 cas de coups et blessures, 45 enlèvements et 19 viols. Relativement au mois de septembre qui avait connu 1,256 cas de violations de droits enregistrées, ce mois-ci, 424 incidents de moins ont été enregistrés. Cette baisse de 33% pourrait s'expliquer par le fait que les opérations militaires n'ont pas permis au moniteurs de couvrir toutes les localités qu'en mois de septembre.

En outre, de nombreux miliciens auraient manifesté leur volonté de retour à la vie civile par le moyen de la démobilisation. Ces volontaires étant cantonnés sur la route (Butembo-Beni), ils pourraient reprendre leurs activités armées puisqu'aucune disposition idoine n'a encore été prise pour le démarrage de leur démobilisation. Un retour à leurs activités antérieures conduirait à leur radicalisation, aux périls des civils. Quelques-uns, dont un des chefs, auraient déjà rejoint leurs positions initiales.

Dans la **Province de l'Ituri**, en octobre 2019, 963 incidents de protection ont été documentés. Ces incidents de protection ont connu une hausse significative par rapport au mois de septembre, passant ainsi de 706 à 963; soit une hausse de 257 incidents de protection. Cette hausse se justifie par la poursuite des opérations militaires et l'activisme des miliciens. Le territoire de Djugu reste encore le territoire le plus affecté avec 348 incidents, suivi du territoire d'Irumu avec 310 incidents, le territoire de Mambasa en troisième position avec 226 incidents et le territoire de Mahagi avec 79 incidents de protection. Ces 963 incidents de protection se résument principalement autour de 4 types des incidents, notamment le droit à la propriété, le droit à l'intégrité physique, les violences sexuelles et le droit à la liberté.

S'agissant des victimes de ces violations de droits humains, les retournés sont les plus affectés (44,54%) suivi des résidents (25,64%), et des déplacés internes (25,44%). Les rapatriés représentent 4,25% des victimes.

Toutes ces violations perturbent l'environnement protecteur des civils qui éprouvaient déjà d'énormes difficultés à accéder aux services sociaux de base. Les auteurs présumés de ces violations sont en grande partie les (FARDC, la population civile, les miliciens et bandits armés et la Police Nationale Congolaise (PNC).

¹ Village situé à environ 20 kms à l'ouest de Ndalya en Chefferie de Walese Vonkutu, Irumu

² Villages situés respectivement à environ 25, 28 km et 30 km à l'ouest de Bwananura en Chefferie de Walese Vonkutu

³ Localité située à quatre kilomètres de Luna dans la chefferie de Walese-Vonkutu, groupement Bandavilemba en territoire d'Irumu

Section 3 : Plaidoyer

Nord Kivu

- Refus des militaires de Rutshuru de recevoir la délégation du Cluster Protection Régional (UNHCR, OCHA et SYLAM) voulant les rencontrer le 16 Octobre 2019 au sujet de la définition du canal propice de plaidoyer à entreprendre puisque de nombreuses plaintes de tracasseries ont été rapportées par les populations au niveau des points de contrôle érigés par l'armée.
- Réalisation de quatre plaidoyers dont un lors d'une table ronde ayant réuni les autorités locales de Kitshanga en vue de l'amélioration de la protection des civils. Des engagements, pour s'assurer que les forces de l'ordre respectent les droits de la population ont été pris par les autorités locales dans le domaine sécuritaire. Des émissions radio publiques sont mensuellement organisées afin de recueillir les préoccupations de la population contre l'attitude des pouvoirs publics.

Ituri

- Plaidoyer avec le Bureau Conjoint des Nations Unies des Droits de l'Homme (BCNUDH), le Cluster Protection provincial et avec l'appui d'OCHA dirigé vers le gouvernement provincial pour le renforcement de la protection des sites de déplacés visés par les attaques de miliciens dans le territoire de Djuju.
- Plaidoyer auprès des autorités locales pour faciliter l'officialisation de deux nouvelles ONG de lutte anti-mines en vue d'appuyer les acteurs qui sont accrédités et actifs dans le secteur puisque les besoins sont énormes.

Section 4 : Activités réalisées et prévues

Province du Nord-Kivu

❖ **Coordination du Cluster Protection**

- ✓ Conduite d'une mission conjointe à Rutshuru du 24 au 29 octobre en vue du renforcement des capacités du cluster territorial. Une formation ayant réuni 52 personnes membres des ONGs nationales et des autorités locales s'est tenue.
- ✓ Participation à la mission du 07 au 11 octobre 2019 d'appui des structures de coordinations existantes à Bunia pour améliorer le fonctionnement de l'architecture humanitaire et définir clairement les rôles et responsabilités des parties prenantes (OCHA, CLIO, ICR, Coordinateurs des Clusters et points focaux des Clusters).

❖ **Groupe de Travail Protection de l'Enfant (GTPE)**

- Mission conjointe d'évaluation du GTPE à Masisi (Chefferie de Bashali) du 16 au 19 octobre 2019 en vue d'analyser les risques de protection des enfants. La mission a enregistré 255 enfants séparés, 378 enfants orphelins, 91 enfants associés aux forces et groupes armés et enfants sortis des forces et 100 enfants victimes de violences sexuelles.

❖ **GTLAM :**

- 49 sessions sur l'éducation aux risques des mines ont été délivrées à 2,819 bénéficiaires (543 Hommes, 530 Femmes, 863 Garçons et 883 filles) au courant du mois dans le territoire de Lubero.
- 6 Taches ponctuelles de Neutralisation et Destruction des Explosifs (NEDEX) réalisées avec 7 restes d'explosifs de guerre détruits dans les territoires de Nyiragongo et Beni.

❖ **Violences Basées sur le Genre**

- 159 viols identifiés, 249 cas de VBG ont bénéficié d'un accompagnement psychosocial et 91 cas de viol identifié dans 72 heures ayant reçu le Kit PEP. Ces données sont d'un seul partenaire pour les localités de Karisimbi, Goma, Walikale, Béni, Mutwanga et Alimbongo.

❖ **Logements, Terres et Propriétés**

- Octroi des terres à 500 ménages déplacés sur l'axe Kayna- Kanyabayonga-Miriki en territoire de Lubero
- Formation sur la résolution collaborative des disputes/différends de 54 chefs terriens (47 hommes/7 femmes) à Ndando en territoire de Lubero
- Formation sur le droit foncier dispensée à 40 enseignants d'écoles primaires à Kasugho (32 hommes/8 femmes)

- Accompagnement judiciaire de 8 dossiers fonciers par l'ONG « Pro Deo » en partenariat avec l'ONG « Sages solidaires du troisième âge »

Province de l'Ituri

❖ Groupe de travail Violences Basées sur le Genre

- 281 cas de VBG ont bénéficié d'une prise en charge holistique (santé, appui psychosocial et accompagnement juridique). Parmi ces 281 cas, 204 sont des cas de viol, 20 agressions sexuelles, 15 agressions émotionnelles, 23 abus physiques, 13 cas de dénis de ressources et 6 cas de mariages forcés. 77 victimes sont des mineurs, 179 majeurs et 25 cas indéterminés.

❖ Groupe de travail Logements, Terres et Propriétés

- 3 sessions des dialogues communautaires sur les questions foncières tenues à Komanda et à Badia en territoire d'Irumu par le Réseau Hakin à Amani et Irumu-centre par Norwegian Refugee Council (NRC).
- 3 sessions de formation sur la résolution collaborative des différends à Kazana, Kilonge et Sorodo en territoire d'Irumu.
- Remise d'actes de cession coutumière de terre à 3 ménages intégrés d'Irumu centre.
- Remise de 207 attestations coutumières de reconnaissance de parcelles aux ménages bénéficiaires d'Avezo et Musana, Chefferie de Walendu Bindi.

❖ Groupe de travail Lutte Anti-Mines

- Enquêtes non-techniques dans les territoires d'Irumu et Mambasa où 42 villages ont été sensibilisés avec une moyenne de 14,000 bénéficiaires directs dont 43% de filles, 42% de garçons, 6% de femmes et 9% d'hommes.
- 7 enquêtes non techniques réalisées dans 5 zones à risques de restes d'explosifs de guerre identifiés dont 1,275 cartouches, 17 roquettes, 6 moteurs propulseurs PG7, 15 obus de mortier, 3 projectiles et 3 grenades à main.

Section 5 : Redevabilité envers les Populations Affectées

Dans la Province de l'Ituri, deux forums consultatifs ont été organisés séparément par l'UNHCR avec l'appui technique du Cluster Protection d'Ituri en territoire de Djugu. Le premier forum a eu lieu avec la communauté Lendu dans la localité de Lopa, en secteur de Bahema Badjere. La seconde a eu lieu avec la communauté Hema dans la localité de Tsalaka, secteur Walendu Djatsi. Ces consultations communautaires ont servi de cadre d'écoutes, d'échanges et de collectes des besoins des communautés, l'accès à leurs zones/sites, les défis et les pistes de solutions.

Pour la communauté Lendu, les acteurs humanitaires n'ont pas apporté l'assistance aux déplacés internes accueillis dans les familles d'accueil. Ils estiment que cela devrait être corrigé en vue de servir équitablement les déplacés sur la base des besoins et en toute impartialité. La communauté Hema a saisi l'occasion du forum pour relever ses besoins ainsi que les pistes de solutions y afférentes. Elle a aussi souligné le caractère partial de certains acteurs humanitaires dans le ciblage et l'assistance humanitaire.

Section 6 : Analyse

Recommandations :

Vu les besoins des populations affectées par le déplacement, les recommandations ci-après peuvent aider à l'amélioration de leurs conditions de vie.

Nord Kivu

- ✓ Redynamiser les clusters territoriaux de Beni et de Walikale en vue de la remontée des incidents dans ces zones ;
- ✓ Rappeler Le sous-cluster Logements, Terres et Propriétés, doit faire appel à la participation de tous les acteurs intervenant dans la cohésion sociale à ses activités
- ✓ Veiller à la désignation des co-leads des sous clusters des violences basées sur le genre et des Logements, Terres et Propriétés (LTP)

Ituri

- ✓ Les structures communautaires de protection des civils devraient être renforcé par les autorités tant civiles que militaires dans la zone.
- ✓ Renforcer les mécanismes de dialogues communautaires afin d'apaiser les tensions intercommunautaires mais également favoriser un environnement protecteur pour les populations civiles.
- ✓ Initier une analyse approfondie des conflits afin de mieux comprendre ses causes profondes et, ainsi, entrevoir les actions adaptées (dialogues, conférences de paix, etc.)
- ✓ Poursuivre le plaidoyer en collaboration avec le BCNUDH pour des actions de lutte contre l'impunité par rapport aux auteurs des violations des droits humains enregistrées, notamment la hausse des cas de meurtres.
- ✓ Renforcer la participation des communautés et des autorités dans la mise en œuvre des activités de protection au niveau communautaire.